Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/CIGEO-Bure-malgre-sa-recente-condamnation

8 août 2016

CIGÉO/Bure : malgré sa récente condamnation juridique, l'Andra continue la construction de son mur - La mobilisation s'amplifie

Communiqué de presse commun du Réseau "Sortir du nucléaire, MIRABEL - Lorraine Nature Environnement, Meuse Nature Environnement, ASODEDRA, BureStop55, Bure Zone Libre, Cedra 52, Les Habitants vigilants de Gondrecourt et des opposant-e-s et habitant-e-s en lutte contre CIGÉO de Bure et d'ailleurs

Par un communiqué en date du 5 août 2016, l'Andra a reconnu avoir fait "*une erreur d'appréciation concernant la nature des travaux de défrichement entrepris au Bois Lejuc.*" Pour autant, l'agence "*n'exclut pas de reprendre les travaux de pose de la clôture dans les prochains jours. Ces travaux (...) seront effectués sans défrichement supplémentaire (...)*".

Non seulement l'agence a commencé des travaux préparatoires à la construction de CIGÉO dans le plus total mépris des règles du Code forestier et du Code de l'urbanisme, mais elle continue de s'enferrer. Elle prétend qu'elle fera les choses proprement... mais le moment venu, c'est-à-dire dans quelques années !

Comment faire confiance à un maître d'ouvrage qui fait fi avec autant de légèreté des règlementations et dépense sans compter, en ces temps difficiles pour la filière électro-nucléaire ? On n'ose imaginer ce qui pourrait se passer si l'Andra commet des "*erreurs d'appréciation*" avec CIGÉO, un projet d'une immense complexité, dont elle prétend maîtriser les risques et qu'elle veut accélérer. Comment l'État peut-il lui laisser une carte blanche aussi hasardeuse ?

Une trentaine d'opposant-e-s, qui se relaient depuis le 3/08 en vigie à l'orée du bois Lejuc, ont observé la poursuite de l'activité, notamment des travaux de "jointoiement du mur de

béton", et une forte présence policière.

Alors que les travaux ont été déclarés illégaux, la militarisation du territoire et les pressions policières continuent aux abords de la forêt et dans les villages alentours : multiplication des contrôles d'identité, fouilles des véhicules aux abords des forêts de Mandres, contrôles de jeunes du village circulant à vélo, véhicules interdits d'accès à la route menant au bois de Mandres, agriculteurs sous tension, intimidation verbales des opposant-e-s campant à Bure... Comment l'Andra et la préfecture peuvent-elles expliquer la présence de dizaines de gendarmes mobiles et de vigiles pour "sécuriser" un chantier qui doit maintenant s'interrompre ?

Elle refuse de comprendre ce que lui demande la justice, à savoir stopper ses activités irrégulières. Opposer un mur de béton absurde à la montagne d'inquiétudes et de questionnements légitimes des habitant.es et opposant.es ne constitue en aucun cas une réponse respectable !

Face à une telle situation, la mobilisation se renforce sur le terrain :

- Nouveau week-end #Eté d'urgence du 12 au 14 août 2016 autour du bois Lejuc et campement du 8 au 19 août en gare de Luméville.
- Le 18 août 2016, audience au tribunal administratif de Nancy concernant le référécontre l'arrêté du maire de Mandres-en-Barrois prétendant régulariser les travaux de construction du mur.

Déchets nucléaires : surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

Contacts :

- Réseau "Sortir du nucléaire" : 06 85 23 05 11
- Burestop55 : 06 86 74 85 11
- Mirabel Lorraine Nature Environnement : 06 73 49 33 84